

réagi favorablement à ce projet de traité. Ils déploraient le fait de ne pas avoir eu l'occasion d'expliquer en détail leur proposition de décembre 1985, et dénonçaient la réticence persistante de l'Est à souscrire à leur programme global de vérification.<sup>6</sup>

Le 18 avril 1986, les négociations sur les armements conventionnels prenaient une tout autre tournure. Dans un discours qu'il prononçait devant le Congrès du Parti de l'unité socialiste (SED) à Berlin-Est, Mikhaïl Gorbatchev a proposé des « réductions substantielles dans toutes les composantes des forces terrestres et des forces aériennes tactiques des États européens et des forces des États-Unis et du Canada déployées en Europe » dans une zone s'étendant de l'Océan Atlantique aux monts Oural.<sup>7</sup> Il a dit espérer que l'élargissement de la portée de la question permettrait de dénouer l'impasse dans laquelle se trouvaient les deux alliances à Vienne. Dans ce discours, le leader soviétique avait intégré un énoncé de principes applicable au système de vérification devant être associé aux réductions qu'il proposait :

*La question d'une vérification fiable à toutes les étapes de ce processus se pose naturellement. Sont possibles à la fois les moyens techniques nationaux et les formes internationales de vérification, y compris, au besoin, les inspections sur place.<sup>8</sup>*

Répondant à l'appel du leader soviétique qui l'invitait à chercher de nouvelles orientations pour le contrôle des armements conventionnels, l'OTAN a créé le Groupe de travail de haut niveau (HLTF) sur la maîtrise des armements classiques, et en a fait l'annonce à la réunion des ministres des affaires étrangères tenue à Halifax (Canada), les 29 et 30 mai 1986. Dans leur communiqué final, les ministres réunis expliquaient ainsi l'objectif du processus de réduction des armements conventionnels : « il s'agit de renforcer la stabilité et la sécurité de l'ensemble de l'Europe par une transparence accrue et par l'établissement, aux niveaux inférieurs des forces conventionnelles, d'un équilibre stable, global et vérifiable ».<sup>9</sup> Le Groupe de travail devait présenter un rapport provisoire au Conseil en octobre 1986, et un rapport définitif aux ministres des affaires étrangères en décembre de la même année.

Pendant que l'OTAN s'embourbait dans des débats de procédure et de fond qui causaient souvent des divisions au sein du Groupe de travail,<sup>10</sup> le Pacte de Varsovie conservait l'initiative des relations publiques. Le 11 juin 1986, à l'occasion de son sommet à Budapest (Hongrie), les leaders du bloc de l'Est réunis lançaient un « appel » aux membres de l'OTAN et à tous les États européens. D'après leur communiqué final, le processus de désarmement poursuivait un triple objectif : 1) éliminer les armes de destruction massive; 2) réduire substantiellement l'importance des forces armées et des armements conventionnels; et 3) diminuer les dépenses militaires des États. Pour réaliser cet objectif, trois étapes étaient nécessaires. D'abord, chaque alliance démobiliserait de 100 000 à 150 000 hommes de troupe dans un délai d'un à deux ans.<sup>11</sup> En second lieu, les forces terrestres et l'aviation d'appui tactique seraient réduites d'environ